ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 9 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un "projet d'arrêté du Régent relatif aux comités d'avancement", a donné en sa séance du 22 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 9e Juli 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een "ontwerp van besluit van de Regent betreffende de bevorderingscomité's heeft ter zitting van 22 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

I.-

L'article 6 du projet dispose que le chef de cabinet du Ministre de la Défense nationale peut assister aux séances des comités et qu'il y a voix consultative.

L'arrêté royal du 7 août 1939 avait pour objet de déterminer la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels. Le rapport au Roi précédant cet arrêté constatait qu'étant donné de nombreux abus, il était important "de délimiter clairement la mission et les responsabilités respectives de l'administration et du cabinet", ce dernier étant "le conseil privé du Ministre".

Quoique cet arrêté royal du 7 août 1939 ait été contresigné par tous les ministres, y compris le Ministre de la Défense nationale, l'arrêté royal du 14 avril 1937, relatif aux attributions du cabinet et du secrétariat administratif et technique du Ministère de la Défense nationale, fut considéré par l'administration comme restant en vigueur.

Cette interprétation a été maintenue après l'arrêté du Régent du 20 juin 1946 qui détermine actuellement la composition et le fonctionnement des cabinets ministériels et qui n'a pas modifié les principes de l'arrêté du 7 août 1939.

L'arrêté du 14 avril 1937 dispose en son article 3 que "le cabinet est dirigé par un officier général ou supérieur". On comprend, dès lors, que l'activité de ce chef de cabinet puisse être différente de l'activité des chefs de cabinet d'autres ministres et qu'il n'y ait pas d'objection juridique à l'autoriser à assister avec voix consultative aux séances d'une commission purement administrative.

.../...

Afin de marquer cette différence de situation, le Conseil d'Etat propose de préciser que c'est l'officier général ou supérieur exerçant l'emploi de chef de cabinet qui peut assister aux séances des comités d'avancement.

II.

Les articles 7 et 8 du projet disposent que les divers comités donnent leur avis au sujet des candidatures des officiers "proposés" pour certains grades.

Tels qu'ils sont rédigés, ces articles pourraient laisser croire que les candidatures de tous les officiers qui réunissent les conditions légales et réglementaires d'une promotion ne doivent pas être soumises aux comités d'avancement, mais uniquement les candidatures de ceux qui seraient l'objet d'une proposition. S'il en était ainsi, il conviendrait de déterminer l'autorité chargée de faire les propositions, soit le Ministre de la Défense nationale, soit un supérieur hiérarchique du candidat. Il résulte des renseignements donnés au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement est de faire examiner par les comités d'avancement les candidatures de tous les officiers qui remplissent les conditions légales et réglementaires requises pour une promotion.

En conséquence le Conseil d'Etat propose de compléter ces articles en disant expressément que les comités donnent leurs avis sur les candidatures de tous les officiers "qui remplissent les conditions légales et réglementaires pour être proposés pour les grades...."

Pour le surplus, le projet, n'appelle que des modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL RELATIF AUX COMITES D'AVANCEMENT.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, notamment l'article 11, modifié par les lois des 18 mars 1927 et 14 juillet 1930;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la Force aérienne, notamment l'article 16;

Considérant que la réorganisation de l'armée en forces distinctes nécessite une réorganisation des comités supérieurs et des comités d'armes;

Considérant que l'armée ainsi que les officiers individuellement ont intérêt à faire examiner les candidatures aux grades supérieurs par des comités;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est institué :

1° un comité supérieur pour l'armée et la gendarmerie;
2° un comité supérieur pour la Force aérienne;

.../...

3° un comité pour chaque arme et pour chaque service de l'armée;

4° un comité pour chaque catégorie d'officiers de la Force aérienne;

5° un comité pour la gendarmerie.

Article 2.-

Le Ministre de la Défense nationale détermine la composition et organise le fonctionnement de ces divers comités.

Article 3.-

Les officiers membres des comités doivent être revêtus d'un grade supérieur à celui de l'officier dont la candidature est examinée.

Le nombre d'officiers, membres des comités ne peut être inférieur à cinq pour les comités des armes, des services et de la gendarmerie, et à trois pour les autres comités.

Le comité supérieur de la Force aérienne ne peut être composé que d'officiers faisant partie de cette Force; cependant, en cas d'impossibilé de former le comité supérieur de la Force aérienne de trois officiers généraux de cette Force ayant un grade supérieur à celui de l'officier dont la candidature est examinée, le Ministre de la Défense nationale fait appel à des officiers généraux de l'armée et de la gendarmerie.

Article 4.-

Le Ministre de la Défense nationale préside ces comités sans avoir voix délibérative.

En cas d'absence du Ministre, le membre le plus ancien dans le grade le plus élevé, préside le comité.

.../...

Article 5.-

Le directeur général du personnel de chacune des forces armées remplit les fonctions de secrétaire des comités. Il y a voix consultative.

Article 6.-

L'officier général ou supérieur qui exerce l'emploi de chef de cabinet du Ministre de la Défense nationale peut assister aux séances des comités. Il y a voix consultative.

Article 7.-

Le comité supérieur pour l'armée et la gendarmerie donne au Ministre de la Défense nationale son avis sur les candidatures de tous les officiers de l'armée et de la gendarmerie qui remplissent les conditions légales et réglementaires pour être proposés pour les grades de général-major et de lieutenant-général.

Article 8.-

Les comités des armes, des services, des catégories d'officiers de la Force aérienne, de la gendarmerie, donnent au Ministre de la Défense nationale, chacun en ce qui les concerne, leur avis sur les candidatures de tous les officiers qui remplissent les conditions légales et réglementaires proposés pour les grades d'officier supérieur. La candidature des officiers ingénieurs des fabrications militaires est examinée par le comité de l'arme au sein de laquelle ces officiers exercent leur emploi.

.../....

Article 9.-

Les comités peuvent être appelés à donner leur avis sur toute autre question que le Ministre de la Défense nationale juge utile de leur soumettre.

Article 10.-

Les avis des comités sont purement consultatifs.

Article 11.-

Les comités sont convoqués par le Ministre de la Défense nationale qui fixe la date des réunions.

Article 12.-

Les délibérations sont secrètes.

Les avis sont exprimés par un vote.

Le résultat de ce vote est acté aux procès-verbaux de séance qui sont signés par le secrétaire.

Article 13.-

Suite à l'avis émis par le comité, le Ministre agrée ou rejette les candidatures. Il signifie sa décision aux candidats suivant les règles qu'il détermine.

Article 14.-

L'arrêté du Régent du 10 décembre 1947 relatif au comité supérieur et aux comités d'armes et services est abrogé.

.../...

Article 15.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

I.

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt, dat het kabinetshoofd van de Minister van Landsverdediging de vergaderingen der comité's met raadgevende stem kan bijwonen.

Het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 had de samenstelling en de werking der ministeriële kabinetten tot voorwerp. Het verslag aan de Koning, dat aan dit besluit voorafging, stelde vast dat, gelet op de talrijke misbruiken, "de respectievelijke opdracht en verantwoordelijkheid van bestuur en kabinet", dit laatste zijnde "de private raad van de Minister", "klaar dienden afgebakend" te worden.

Ofschoon dit koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 door alle ministers, ook de Minister van Landsverdediging, mede ondertekend is, werd het koninklijk besluit van 14 April 1937 betreffende de bevoegdheid van het kabinet en van het administratief en technisch secretariaat van het Ministerie van Landsverdediging, door de administratie als van kracht blijvend beschouwd.

Aan deze interpretatie is vastgehouden na het besluit van de Regent van 20 Juni 1946, dat thans de samenstelling en de werking der ministeriële kabinetten regelt en dat geen wijziging heeft gebracht in de beginselen van het besluit van 7 Augustus 1939.

Het besluit van 14 April 1937 bepaalt in artikel 3, dat het kabinet geleid wordt door een opper- of een hoofdofficier. Het is derhalve te begrijpen, dat de activiteit van dit kabinetshoofd kan verschillen van de activiteit van de kabinetshoofden van andere ministers, en dat er juridisch geen bezwaar tegen is hem te machtigen de vergaderingen van een zuiver administratieve commissie met raadgevende stem bij te wonen.

.../...

Ten einde dit verschil van toestand te laten uitkomen, stelt de Raad van State voor duidelijk te zeggen dat de opper- of hoofdofficier die de betrekking van kabinetshoofd uitoefent, de vergaderingen der bevorderingscomité's kan bijwonen.

II.

De artikelen 7 en 8 van het ontwerp bepalen, dat de verschillende comité's van advies dienen over de candidaturen der officieren die voor bepaalde graden zijn "voorgesteld".

De gegeven tekst van die artikelen zou de indruk kunnen wekken dat niet de candidaturen van al de officieren, die aan alle wettelijke en reglementaire voorwaarden voor een bevordering voldoen, aan de bevorderingscomité's moeten worden voorgelegd, maar uitsluitend de candidaturen van diegenen die het voorwerp van een voordracht zouden zijn. Is dit zo, dan moet worden vastgesteld welke overheid met het doen der voordrachten belast is : of wel de Minister van Landsverdediging of wel een hiërarchische meerdere van de candidaat. Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, is het de bedoeling van de Regering de candidaturen van alle officieren, die aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden voor een bevordering voldoen, door de bevorderingscomité's te laten onderzoeken.

Derhalve stelt de Raad van State voor, aan die artikelen uitdrukkelijk toe te voegen dat de comité's van advies dienen over de candidaturen van al de officieren, "die voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden om voor de graden van ..... te worden voorgedragen ".

Voor het overige zijn alleen in de vorm van het ontwerp wijzigingen nodig. Zij zijn opgenomen in de hierna voorgestelde tekst :

.../...

Koninklijk besluit betreffende de bevorderingscomité's.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 15 September 1924 op de stand en de bevordering der officieren, namelijk op artikel 11, gewijzigd bij de wetten van 18 Maart 1927 en 14 Juli 1930;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering der officieren van de luchtmacht, namelijk op artikel 16;

Overwegende dat de reorganisatie van het leger in verschillende machten een reorganisatie der hogere comité's en der wapencomité's noodzakelijk maakt;

Overwegende dat het leger en de officieren individueel er belang bij hebben, dat de candidaturen voor de hogere graden door comité's worden onderzocht;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Er wordt ingesteld :

1° een hoger comité voor het leger en de rijkswacht;
2° een hoger comité voor de luchtmacht;
3° een comité voor ieder wapen en iedere dienst van het leger;
4° een comité voor iedere categorie van officieren van de luchtmacht;
5° een comité voor de rijkswacht.

.../...

Artikel 2.-

De Minister van Landsverdediging bepaalt de samenstelling en organiseert de werking van die verschillende comité's.

Artikel 3.-

De officieren die lid zijn van deze comité's moeten met een hogere graad bekleed zijn dan de officier van wie de candidatuur wordt onderzocht.

Het getal officieren die lid zijn van de comité's mag niet minder bedragen dan vijf voor de comité's der wapens, der diensten en der rijkswacht, en drie voor de overige comité's.

Het hoger comité van de luchtmacht kan alleen bestaan uit officieren die van de luchtmacht deel uitmaken; is het echter onmogelijk het hoger comité van de luchtmacht te vormen met drie opperofficieren van de luchtmacht die een hogere graad hebben dan de officier van wie de candidatuur wordt onderzocht, dan doet de Minister van Landsverdediging een beroep op opperofficieren van het leger en de rijkswacht.

Artikel 4.-

De Minister van Landsverdediging zit de comité's voor zonder stemgerechtigd te zijn.

Wanneer de Minister afwezig is,wordt het comité voorgezeten door het lid met de meeste anciënniteit in de hoogste graad.

Artikel 5.-

De directeur-generaal van het personeel van elk der krijgsmachten vervult de functie van secretaris in de comité's. Hij heeft er raadgevende stem.

.../...

Artikel 6.-

De opper- of hoofdofficier die de betrekking van kabinetshoofd van de Minister van Landsverdediging uitoefent, kan de vergaderingen der comité's bijwonen. Hij heeft er raadgevende stem.

Artikel 7.-

Het hoger comité voor het leger en de rijkswacht dient de Minister van Landsverdediging van advies over de candidaturen van al de officieren van het leger en de rijkswacht, die voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden om voor de graden van generaal-majoor en luitenant-generaal te worden voorgedragen.

Artikel 8.-

De comité's der wapens der diensten, der categorieën van officieren van de luchtmacht en der rijkswacht, dienen elk wat hen betreft de Minister van Landsverdediging van advies over de candidaturen van al de officieren, die voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorwaarden om voor de graden van hoofdofficier te worden voorgedragen. De candidatuur der officieren ingenieurs van militaire fabrikaten wordt onderzocht door het comité van het wapen, waarin die officieren hun betrekking uitoefenen.

Artikel 9.-

De comité's kunnen geroepen worden om van advies te dienen over iedere andere zaak, die de Minister van Landsverdediging nuttig acht hun voor te leggen.

Artikel 10.-

De adviezen der comité's zijn van zuiver raadgevende aard.

.../...

Artikel 11.-

De comité's worden bijeengeroepen door de Minister van Landsverdediging, die de datum der vergaderingen vaststelt.

Artikel 12.-

De beraadslagingen zijn geheim.

De adviezen worden door een stemming uitgebracht.

De uitslag van deze stemming wordt aangetekend in de notulen van de vergadering. Deze worden door de secretaris ondertekend.

Artikel 13.-

Na het advies uitgebracht door het comité, neemt de Minister de candidatuur aan of verwerpt ze. Hij brengt zijn beslissing ter kennis van de candidaten volgens de door hem bepaalde regelen.

Artikel 14.-

Het besluit van de Regent van 10 December 1947 betreffende het hoger comité en de comité's van wapens en diensten wordt opgeheven.

Artikel 15.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : V. DEVAUX, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
A.G. VRANCKX, raadsheren van State

J. VAUTHIER, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) V. DEVAUX.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.